



Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

TÉMISCAMING RÉITÈRE SON ATTACHEMENT À UNE PRÉSENCE POLICIÈRE ADAPTÉE AUX RÉALITÉS RÉGIONALES ET RAPPELLE AUX ÉLUS PROVINCIAUX QUE LEURS DÉCISIONS POURRAIENT DEVENIR LA PLUS GRANDE MENACE À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES

Témiscaming, le 31 octobre 2025 — La Ville de Témiscaming réagit vivement à l'annonce de la Sûreté du Québec concernant la réduction envisagée de certains services dans les régions, dont la nôtre.

Ville frontalière et porte d'entrée du Québec depuis l'Ontario, Témiscaming occupe une position stratégique en matière de sécurité publique. Les enjeux liés à la circulation interprovinciale, au trafic de stupéfiants et aux crimes contre la propriété exigent une présence policière constante, stable et adaptée. Depuis plusieurs décennies, les dirigeants locaux de la SQ et les élus municipaux reconnaissent cette réalité incontournable.

Un rôle qui dépasse la sécurité

Dans les régions, les policiers incarnent bien plus qu'une force de l'ordre. Ils jouent un rôle clé dans la vie communautaire : participation à des comités scolaires, activités de prévention, accompagnement des jeunes et soutien aux organismes sociaux. Leur présence contribue directement à la cohésion et à la sécurité du milieu.

« On ne peut pas gérer la sécurité publique à plusieurs centaines de kilomètres du terrain », affirme M. Alain Gauthier, maire de Témiscaming. « Les réalités locales doivent être prises en compte dans chaque décision qui touche la sécurité de nos citoyens. La disparition de l'implication sociale de nos agents et la réduction des efforts de prévention seraient une perte inestimable. Ce serait une économie de bouts de chandelle. »

Des signaux inquiétants et répétés

Le premier ministre du Québec, M. François Legault, et le ministre de la Sécurité publique, M. Ian Lafrenière, ont déjà indiqué que le plan proposé par la SQ serait refusé. Cependant, la Sûreté du Québec doit réduire ses dépenses et la Fédération québécoise des municipalités (FQM) ainsi que l'Union des municipalités du Québec (UMQ) ont demandé une rencontre d'urgence avec ses gestionnaires.

La Ville de Témiscaming demande à être partie prenante de ces discussions afin que les réalités frontalières et territoriales du Témiscamingue soient pleinement considérées. La sécurité publique et la vitalité économique régionale doivent demeurer des priorités gouvernementales.

Des décisions qui fragilisent nos communautés

Ces dernières années, Témiscaming a subi plusieurs décisions administratives lourdes de conséquences :

- Perte du corridor de soins vers l'Ontario et fermeture de lits de courte durée à Témiscaming par le CISSSAT;
- Remise en question du poste d'enquêteur de Témiscaming que la SQ souhaitait relocaliser à Ville-Marie;
- Réduction de 80 % des effectifs de garde-chasses, malgré l'importance de la chasse, de la pêche et de la villégiature sur le territoire.

« C'est le supplice de la goutte que les gouvernements successifs nous font subir », déplore M. Gauthier. « Lorsqu'on coupe dans les services publics de santé ou de sécurité, on nuit à la vitalité même des régions. Pour chaque service perdu ou relocalisé, ce sont des familles, des aînés et des citoyens vulnérables qui quittent. Ces décisions gouvernementales deviennent, à elles seules, la plus grande menace à la vitalité de nos territoires. »

Une gouvernance à rapprocher du terrain

« Un principe simple devrait guider les gestionnaires de la fonction publique : toute décision administrative ayant un impact sur la vitalité régionale devrait relever d'un élu, car c'est un sujet politique », ajoute M. Gauthier. « Dans le cas de la SQ, c'est d'autant plus essentiel que ce service est financé à la fois par les impôts provinciaux, comme les autres services, mais aussi par les municipalités. Il est inconcevable que de telles décisions soient même envisagées sans consulter les villes concernées. »

Rappelons que l'Abitibi-Témiscamingue, reconnue comme région ressource, accuse déjà un déséquilibre économique de 850 millions de dollars avec le reste du Québec. Porter atteinte à sa vitalité, c'est aussi mettre en péril sa productivité.

Un message de résilience et de vigilance

La Ville de Témiscaming tient à rassurer ses citoyens : aucune décision n'a encore été entérinée. Le gouvernement du Québec a réagi rapidement et des discussions sont en cours afin d'assurer que les régions demeurent bien servies par la Sûreté du Québec.

« Nos citoyens peuvent être assurés que nous défendrons leurs intérêts avec la même détermination que lors du dossier de la santé et du corridor avec l'Ontario » conclut M. Gauthier. « Nous voulons un territoire sécuritaire, vivant et respecté. Nous demandons au gouvernement de clarifier ses attentes et de mieux encadrer les décisions administratives qui ont un impact direct sur nos collectivités. »

Imputabilité et gouvernance

M. Gauthier suggère également : *« Nous demandons au gouvernement de mieux clarifier ses attentes envers les gestionnaires des services publics et de mieux définir les balises encadrant le niveau décisionnel des non-élus. Les décisions administratives ayant un impact direct sur la vitalité de nos collectivités ne devraient pas relever d'eux. »*

La Ville de Témiscaming se joint à la Ville de Senneterre et à l'ensemble des municipalités régionales pour exiger le maintien d'un accès équitable à la sécurité publique et à tout autre service public, peu importe le lieu de résidence.

Source :

Monsieur Alain Gauthier
Maire de la Ville de Témiscaming
819 627-3273, poste 110
maire@temiscaming.net